L'ABEILLE.

PARAISSANT TOUS LES SOIRS, PAR
JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET L'ETAT

"Rien que l'UNION soit admirable."

JEUDI MATIN, 23 JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 22 juillet.

C'est avec plaisir que nous apprenons que le Dr. Mercier Halphen, de cette ville, vient d'être nommé correspondant de l'Académie Royale de Médecine de Paris. La lettre du Docteur S. Lisfranc, président de l'Académie, publiée dans le journal de Paris, exprime la plus haute opinion des titres du Docteur Halphen dans l'art de guérir. Un pareil suffrage doit inspirer aux malades la confiance la plus entière dans ce médecin qui, à une longue expérience, réunit les connaissances les plus étendues.

Nlle-Orléans, le 10 juillet 1835.

Monsieur,

Une mère de famille, compatissant au sort des infortunés orphelins qui sont sous votre surveillance, et désirant partager ses petites économies avec eux, vous prie de vouloir bien accepter les faibles secours qu'elle vous envoie sous ce pli, $60.

M. G. B. Duncan secrétaire de la société pour venir au secours des orphelins indigens, emploie cette manière, la seule qui lui laisse l'écrivain de ce billet plein de sensibilité, pour accuser réception de QUATRE VINGT-DIX PIASTRES, &c. au nom des directeurs de cet établissement, remercier la MERE DE FAMILLE de s'être souvenue des PAUVRES ORPHELINS d'une manière qui prouve que sa charité est pure et exempte de vanité.

Nous avons lu non sans surprise, ou plutôt sans un mouvement d'hilarité, dans le *True American* du 21 du courant un certain article communiqué, revêtu à ce que l'on prétend d'un grand nombre de signatures de nos citoyens les plus influens, et tendant à exalter, non pas des Américains nés contre des citoyens naturalisés, (cette distinction ne saurait exister parmi nous, car nous ne connaissons qu'une classe d'Américains,) mais des amis contre des amis, mais la moitié d'un peuple contre l'autre, mais des frères contre des frères. Nous l'avons lu cet écrit sorti de quelque cerveau en délire, et nous avons pensé, après avoir poussé de rire, que le silence devait être la seule réponse que l'on pût faire à une pièce d'une aussi minime importance, à un document, qu'un jour a vu naître et que le même jour a dû plonger dans l'oubli du néant. Mais cet écrit ayant jeté quelque alarme dans l'esprit de plusieurs de nos concitoyens, mais quelques imaginations timides et craintives ayant pensé que ce communiqué ridicule renfermait en lui-même le germe d'un plan que tout bon patriote doit redouter de voir se développer parmi nous, nous avons jugé que, pour tranquilliser les uns et détruire les craintes sans fondement des autres nous devions reproduire ici le morceau qui a mis en émoi une partie de notre population et le soumettre à l'analyse des gens sensés, nous réservant le droit de le tourner, retourner, peser, mesurer, éplucher et disséquer et lorsqu'une fois il sera anatomisé et réduit à sa plus simple expression d'en présenter ensuite le squelette, qu'un seul souffle suffira pour faire disparaître entièrement.

Nouvelle-Orléans 4 juillet 1835.

Messieurs: Dans ce jour de fête, jour consacré à célébrer l'anniversaire de l'émancipation de notre chère patrie de l'esclavage d'un joug étranger,

NOUS, résidens à la Nouvelle-Orléans, et *citoyens de naissance* des Etats Unis, proposons la liberté de nous adresser à vous, de notre propre mouvement, pour vous exprimer notre approbation des résolutions que vous avez prises sur un sujet qui, nous le croyons consciencieusement, est intimement lié avec le maintien intégral des avantages inestimables pour lesquels nos ancêtres ont affronté tant de dangers, et supporté tant de privations et de calamités: L'INELIGIBILITE DES ETRANGERS (*foreigners*) AUX EMPLOIS DE CONFIANCE OU DE POLITIQUE: ce même article appuie de nos institutions, cette même sollicitude pour le salut, le bonheur et la durée de notre jeune république qui vous animaient dans la conduite que vous avez si généralement tenue dans cette occasion, nous l'espérons, Messieurs, anime aussi nos coeurs, même à cette distante extrémité de notre patrie bien-aimée.—Nous entrons entièrement dans toutes vos vues, nous sympathisons avec vous dans toutes vos craintes, et nous nous engageons, autant qu'il est en notre pouvoir, de vous soutenir dans toutes vos résolutions sur ce sujet important, qui ne sont en route que les bien mûri prémédités de nos propres résolutions antérieures.

Si nous avons un *seul regret* dans cette occasion, messieurs, c'est d'avoir par nos retards manifesté que vous anticipiez nos propres sentimens à ce sujet, et qu'une *organisation* aussi *prompte quelque temps, avantageil dans cette ville, n'ait pas été complette avant la nôtre, ou au moins en même temps.* Mais les obligations que nous vous devons sont impérieuses, nous paraissent tellement sacrées, et tellement nécessaires au maintien et à la perpétuité de la prospérité de notre patrie, que notre *seul effort à l'avenir* sera de rivaliser, si il se peut, avec vous dans le grand oeuvre de la réforme que vous avez commencé. Nous nous contenterons à l'avenir de considérer votre "ASSOCIATION D'AMERICAINS DE NAISSANCE" comme l'institution Mère, et nous nous proposons de nous faire associer ainsi que toutes les sociétés futures dans toute l'étendue des divers Etats de l'Union, seulement comme des branches auxiliaires ou collatérales; car *nous, Messieurs, (et nous espérons que vous serez de notre avis) nous vous sur ce sujet s'étendent, s'il est possible, même beaucoup plus loin que les vôtres.* Notre intention était, aussitôt que notre société eut été bien organisée et établie, d'ouvrir une correspondance avec chacune des Etats de l'Union, d'exciter (*enlist*) dans notre cause leur appui et leur coopération, et d'établir comme principe immuable et dominant [paramount] que nous n'abandonnerions jamais l'entreprise, que nous ne cesserions jamais nos efforts, que lorsque la CONSTITUTION des Etats-Unis aurait été amendée de manière à rendre impossible aux étrangers de se faire naturaliser, de participer en aucune manière aux franchises électorales jusqu'à ce qu'ils aient *consommé* résidés dans les Etats Unis pendant au moins 25 ou 30 ans consécutifs. Ceci, nous le pensons, est le seul moyen capable d'opposer une digue à ce torrent dévastateur d'influence étrangère qui inonde notre pays, et qui menace, avant longtemps de faire disparaître tous les signes distinctifs de notre nationalité, et de faire de nous des bûcherons et des porteurs d'eau au service de ces multitudes de MENDIANS que nous avons reçus à bras ouverts lorsqu'ils fuyaient la despotique main d'une terre étrangère.

Nous reconnaissons avec candeur que le parti que nous nous sentons à présent forcés d'adopter est pénible à nos sentimens particuliers—plusieurs d'entre nous ont le plus vif attachement à des gens nés sur une terre étrangère, mais nos moyens aussi éprouvaient les mêmes sentimens pour la terre qui les avait vu naître. Ceux ci, nos amis et associés étrangers, pourront être portés à croire que nous désirons priver notre pays d'une de ses plus hautes et plus glorieuses distinctions, celle d'être l'asyle des opprimés de tous les pays, où tous les arrivans sous les biens voeux, et où chacun peut s'asseoir sous son propre figuier et sous sa propre vigne, sans avoir personne à redouter. Mais, si ces étrangers, avec lesquels plusieurs d'entre nous sont unis des *liens les plus resserrés d'affection* et de respect, veulent malheureusement à adopter cette opinion erronnée, et se décident à prendre envers nous une attitude hostile, nous jugeons que la position que nous avons prise, les résolutions que nous avons adoptées, nous ont été si impérieusement commandées, et sont devenues pour nous un devoir si sacré, que cette hostilité même quelque pénible qu'elle fut en effet sentir, nous la supporterions plutôt que de voir les rênes du gouvernement ambitieux confiées aux mains inexpérimentées d'étrangers dont l'enthousiasme prématuré, et dès n'était pas contenu, pourrait avant longtemps faire éprouver à nos intérêts les plus funestes conséquences. Nous vous prions de considérer votre "ASSOCIATION D'AMERICAINS DE NAISSANCE" comme l'Institution Mère, et nous nous proposons de nous faire associer ainsi que toutes les sociétés futures dans toute l'étendue des divers Etats de l'Union, seulement comme des branches auxiliaires ou collatérales; car *nous, Messieurs, (et nous espérons que vous serez de notre avis) nous vous sur ce sujet s'étendent, s'il est possible, même beaucoup plus loin que les vôtres.* Notre intention était, aussitôt que notre société eut été bien organisée et établie, d'ouvrir une correspondance avec chacune des Etats de l'Union, d'exciter (*enlist*) dans notre cause leur appui et leur coopération, et d'établir comme principe immuable et dominant [paramount] que nous n'abandonnerions jamais l'entreprise, que nous ne cesserions jamais nos efforts, que lorsque la CONSTITUTION des Etats-Unis aurait été amendée de manière à rendre impossible aux étrangers de se faire naturaliser, de participer en aucune manière aux franchises électorales jusqu'à ce qu'ils aient consommé résidés dans les Etats Unis pendant au moins 25 ou 30 ans consécutifs. Ceci, nous le pensons, est le seul moyen capable d'opposer une digue à ce torrent dévastateur d'influence étrangère qui inonde notre pays, et qui menace, avant longtemps de faire disparaître tous les signes distinctifs de notre nationalité, et de faire de nous des bûcherons et des porteurs d'eau au service de ces multitudes de MENDIANS que nous avons reçus à bras ouverts lorsqu'ils fuyaient la despotique main d'une terre étrangère.

Nous reconnaissons avec candeur que le parti que nous nous sentons à présent forcés d'adopter est pénible à nos sentimens particuliers—plusieurs d'entre nous ont le plus vif attachement à des gens nés sur une terre étrangère, mais nos moyens aussi éprouvaient les mêmes sentimens pour la terre qui les avait vu naître. Ceux ci, nos amis et associés étrangers, pourront être portés à croire que nous désirons priver notre pays d'une de ses plus hautes et plus glorieuses distinctions, celle d'être l'asyle des opprimés de tous les pays, où tous les arrivans sous les biens voeux, et où chacun peut s'asseoir sous son propre figuier et sous sa propre vigne, sans avoir personne à redouter. Mais, si ces étrangers, avec lesquels plusieurs d'entre nous sont unis des *liens les plus resserrés d'affection* et de respect, veulent malheureusement à adopter cette opinion erronnée, et se décident à prendre envers nous une attitude hostile, nous jugeons que la position que nous avons prise, les résolutions que nous avons adoptées, nous ont été si impérieusement commandées, et sont devenues pour nous un devoir si sacré, que cette hostilité même quelque pénible qu'elle fut en effet sentir, nous la supporterions plutôt que de voir les rênes du gouvernement ambitieux confiées aux mains inexpérimentées d'étrangers dont l'enthousiasme prématuré, si il n'était pas contenu, pourrait avant longtemps faire éprouver à nos intérêts les plus funestes conséquences. Nous nous contenterons à l'avenir de considérer votre "ASSOCIATION D'AMERICAINS DE NAISSANCE" comme l'Institution Mère, et nous nous proposons de nous faire associer ainsi que toutes les sociétés futures dans toute l'étendue des divers Etats de l'Union, seulement comme des branches auxiliaires ou collatérales; car *nous, Messieurs, (et nous espérons que vous serez de notre avis) nous vous sur ce sujet s'étendons